

## Il y a urgence à agir (p. 5)

**Conférence  
nationale du PCF  
samedi 14 déc.**

**(p. 3)**

## Académie

**L** a peut-être été élu au premier tour mais faire 27 voix sur 40, c'est pas vraiment un plébiscite : Bernard Arnault est donc depuis peu membre de l'Académie des sciences morales et politiques où il occupe le fauteuil n°1. Mais qu'est-ce que le patron de LVMH, l'homme le plus riche de France dit-on, est allé faire dans cette galère ? Sans doute pour conférer sur les paradis fiscaux ou sur la manipulation des médias ? Mais peut-être qu'il y a des jetons de présence à l'Académie ? Même pour un milliardaire un sou c'est un sou. ☺

Gérard Streiff

## Vidéo

**Fabien Roussel  
invité de la  
matinale de  
Franceinfo**



**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €** « *Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

**GAZAH SAUVE QUI PEUT L'ENFANCE****JE SUIS GAZA** sauve qui peut l'enfance

## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail

à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >

**14 décembre, à partir de 14 h30 :** La section d'Armentières organise son grand concours de belote : de nombreux lots à gagner, buvette & restauration. Inscription : 6 €/personne. École Anatole-France, Armentières (59)

**15 décembre, à partir de 14 h :** Fête des solidarités de la section du Kremlin-Bicêtre : braderie solidaire, musique, restauration & buvette, livres d'occasion et bien d'autres choses encore ! Espace Maigne, Le Kremlin-Bicêtre (94)

**14 janvier, à partir de 19 h :** Les Wébeco : séances de formation en économie en visio. Cette semaine, la question de la

formation. Lien de connexion : Code : 101917

**18 janvier :** L'Association des amis de la presse communiste de Savoie tiendra son Conseil d'administration préparatoire à l'Assemblée générale de l'Association programmée le dimanche 9 février 2025 dans la salle des Fêtes de Cevins.

**Début janvier :** Hommage au colonel Fabien (date à venir), organisé par la fédération du Haut-Rhin, l'Institut social d'histoire de la CGT et la Société d'histoire de Habsheim : accueil et mot de bienvenue, explication de l'hommage, cortège jusqu'à la Mairie, dépôt de gerbes, buffet puis prise de parole, expo, projection. Habsheim (68)

CLIQUEZ



(🔊) Live in 2 days  
December 14 at 9:30 AM

🔔 Notification on

**Retransmission de la Conférence nationale  
du PCF - 14 décembre 2024**

# Pour un parti renforcé, plus structuré

**N**otre conférence nationale s'ouvre dans une période décidément bien compliquée. Les fermetures d'usines vont bon train, aucune perspective ne se dessine pour le pouvoir d'achat des Français, les guerres s'enlisent et, pour couronner le tout, nous voilà plongés dans le chaos institutionnel décidé par le Président de la République. Cette situation, nous l'avons tous en tête. Mais il s'agit maintenant de prendre toute notre place de communistes pour à la fois apporter des réponses immédiates et remporter des combats, mais aussi pour dessiner des perspectives, combattre le « c'était mieux avant » par le « demain sera meilleur ».

Nous ne pouvons pas espérer mener conjointement ces deux batailles si nous ne nous soucions pas du renforcement de notre parti, notamment dans les entreprises. Et pour cause ! Quel poids peut avoir un élu communiste si son parti n'est pas en dynamique ? Quel poids peut-il avoir si son parti n'est pas en lien toujours plus étroit avec les travailleurs ? Quel poids peut-il avoir pour combattre l'extrême droite dans les Assemblées si son parti se trouve affaibli dans la bataille idéologique ? C'est aussi à ces questions que notre conférence nationale devra répondre.

Depuis quelques années, nous avons parcouru un bout de chemin en ce sens. Nous sommes réapparus, plus en phase avec la réalité. Indéniablement, cela nous a permis d'être davantage écoutés et de gagner quelques batailles. Il faut poursuivre en ce sens.



Mais il nous faut aussi prendre toute la mesure de ce qui se passe dans le monde et des répercussions que cela a sur la France. La guerre, comme l'effondrement industriel de nombreux pays européens, nous montre que nos dirigeants d'hier et d'aujourd'hui nous mènent à la catastrophe. Incapables de répondre aux intérêts populaires, ils nous promettent d'aggraver une cure d'austérité déjà largement entamée. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être surpris de cette situation. Pour ne pas être trois pas derrière ces événements et s'en étonner chaque jour, il nous faut un parti renforcé, plus structuré. Sans cela, nous ne serons pas en capacité de prendre du poids électoral-

ment, ni même de peser davantage aux Parlements.

Ces questions sont entre les mains des communistes, la conférence nationale n'est qu'une étape dans la réponse à y apporter. ✘

**Cathy Apourceau Poly**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : .....**

**« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## Rencontre avec le Président de la République

# Réaction du PCF et des groupes CRCE-K et GDR

**Communiqué de presse d'André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, Émeline K/Bidi, députée de La Réunion et vice-présidente du groupe GDR, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat et Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français.**

**C**et après-midi, André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, Émeline K/Bidi, députée de La Réunion et vice-présidente du groupe, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat et Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français ont participé à la rencontre organisée par le Président de la République entre les différentes forces politiques ayant accepté le principe du dialogue pour trouver une issue à la crise politique dans laquelle le Président lui-même a plongé le pays.

Cette nouvelle réunion a été l'occasion pour la délégation de rappeler, une fois de plus, l'exigence d'un changement profond de cap politique, en conformité avec la volonté très claire exprimée par les Françaises et les Français à l'occasion des dernières élections législatives.

Bien que les échanges aient en grande partie porté sur des questions de méthode, nous avons rappelé les mesures urgentes que nous jugions indispensables pour répondre aux attentes de nos concitoyens



ALERTE INFO - Syrie - Le Kremlin refuse de confirmer la présence de

(indexation des salaires et des pensions sur l'inflation, abrogation de la réforme des retraites, interdiction des licenciements boursiers, défense des services publics, plan pour une nouvelle industrialisation, baisse du coût de l'électricité, diplomatie active en faveur de la paix...) et mettre un coup d'arrêt à la crise sociale qui, dans l'Hexagone et plus encore dans les Outre-mer, est en train d'exploser, plongeant des dizaines de milliers de familles dans la précarité.

Ensemble, les représentants des forces de gauche et écologistes présentes ont porté l'exigence commune que soit nommé par le Président de la République, un Premier ministre issu du NFP, dans le respect du choix démocratique exprimé par nos concitoyens en juillet dernier.

Dans ce cadre et dans un esprit de responsabilité, si un gouvernement de gauche s'engageait à ne pas faire usage de l'article 49-3, l'opposition pourrait s'engager à ne pas voter de motion de censure.

C'est là, dans l'obligation faite au futur gouvernement de trouver, pour chaque texte de loi, une majorité, une garantie possible permettant de redonner au travail parlementaire toute sa place. À cette heure, face à l'absence de toute réponse et d'engagement de la part du camp présidentiel, nous appelons solennellement le Président de la République à ne pas prolonger davantage cette crise démocratique qui n'a que trop duré, en nommant, un Premier ministre issu de l'alliance électorale qui a recueilli le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée et, aujourd'hui, prête à gouverner le pays.

C'est là la seule voie pour répondre aux attentes et aux besoins de nos compatriotes et endiguer la montée de l'extrême droite.

Si le Président de la République s'entêtait à ne pas tenir compte du résultat des urnes et du souhait des Français en nommant un gouvernement dans la continuité des précédents, il porterait seul la responsabilité du chaos politique et social qui ne manquera pas d'advenir. ☹

**André Chassaigne**, député du Puy de Dôme,  
président du groupe GDR

**Cécile Cukierman**, sénatrice de la Loire,  
présidente du groupe CRCE-K

**Émeline K/Bidi**, députée de La Réunion,  
co-présidente du groupe GDR

**Fabien Roussel**, secrétaire national du PCF

# Il y a urgence d'agir

Quand mercredi 4 décembre, à 20 h 25, Yaël Braun-Pivet monte au perchoir de l'Assemblée nationale pour annoncer le résultat du vote de la motion de censure, déposée 48 h plus tôt par le Nouveau Front populaire en réponse au coup de force du gouvernement Barnier pour faire adopter un très mauvais Projet de loi de financement de la Sécurité sociale condamnant les Françaises et les Français à 5,6 milliards d'économie sur les dépenses de santé et les pensions des retraités, un silence pesant émerge de tous les bancs. Le même qui accueillera le résultat : 331 voix pour, et la terrible sentence de la Présidente enjoignant, comme le veut notre Constitution, Michel Barnier à présenter au Président de la République la démission de son gouvernement.

Ce scénario était inéluctable depuis le refus obstiné, et quoi qu'il en coûte, d'Emmanuel Macron de nommer un Premier ministre issu de la coalition arrivée en tête aux élections législatives provoquées par sa dissolution surprise et brutale de l'Assemblée nationale le 9 juin dernier.

Car remontons le fil de cette courte histoire. Le 7 juillet au soir, c'est bien le Nouveau Front populaire qui est arrivé en tête du deuxième tour des élections législatives, infligeant par là même une défaite cuisante du camp présidentiel et ainsi démontrant à la fois le désir profond d'alternance politique dans notre pays et le refus de voir l'extrême droite gouverner. Conformément au verdict des urnes, le Président de la République aurait dû nommer comme

Premier ministre une personnalité désignée par le NFP.

Pourtant, contre toute logique rationnelle et respectueuse de la volonté générale, Emmanuel Macron se tournera vers la droite, qui a perdu toutes les récentes élections et a refusé de faire barrage à l'extrême droite, et fera des ronds de jambe au Rassemblement national. Ainsi, il nommera Michel Barnier comme Premier ministre et un gouvernement tout aussi illégitime, avec l'engagement de l'extrême droite de ne pas le censurer a priori.

Emmanuel Macron a piétiné notre démocratie, il est aujourd'hui le seul responsable de cette crise politique majeure. Pour en sortir, il doit enfin respecter le vote des électeurs en nommant un Premier ministre et un gouvernement qui respecte le verdict des urnes.

Ainsi, je formule une proposition qui s'inspire du courrier adressé le 12 août par les 4 formations politiques du Nouveau Front populaire et de Lucie Castets à l'ensemble des groupes parlementaires hors Rassemblement national, à savoir : Un ou une premier ministre issu du NFP ; pas de recours au 49-3 ; des majorités texte par texte.

Parce qu'il y a urgence à agir et à ne pas trahir l'immense espoir suscité en juin et juillet dernier, nous devons chérir l'union du NFP et par là même ne pas succomber aux tentatives de divisions venues de la droite et de l'extrême droite. ✪

**Stéphane Peu**



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1

AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le siège du PCF sans jamais oser le demander. Eh bien voilà ! Une brochure d'une grande qualité, avec photos et texte inédits, intitulée « La Maison des communistes », vient de paraître et vous révélera son âme profonde.

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

# Commission d'enquête sur les aides publiques aux entreprises

La crise sociale est là. Les annonces gouvernementales sur les chiffres de création d'emplois dans l'industrie viennent se fracasser sur la réalité du terrain. Auchan, Michelin, Valeo, Stellantis, Ma France, Ubisoft..., dans tous les secteurs, notamment dans l'industrie, les vagues de licenciements sont massives. Plus de 190 plans de licenciements sont déjà recensés pour près de 100 000 emplois menacés.

Pourtant, les aides aux entreprises continuent et s'accroissent. Chaque année, plus de 180 milliards d'euros sont accordés aux entreprises, sans contrepartie au niveau social, environnemental ou dans l'investissement productif pour numériser ou décarboner.

Le scandale est là : comment des entreprises qui touchent des aides publiques peuvent en même temps verser des dividendes aux actionnaires et licencier ? Pourquoi un groupe comme Auchan, détenu par la famille Mulliez, peut toucher 1 milliard de dividendes de sa filiale Décathlon et dans le même mouvement annoncer une vague de licenciements de plus de 2 000 salariés ?

Avec le groupe CRCE-K au Sénat, nous avons décidé d'utiliser notre droit de tirage annuel pour demander une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques par les grandes entreprises et la répercussion sur les sous-traitants. Nous voulons pouvoir recenser les plus de 2 000



dispositifs d'aides qui existent, du niveau régional au niveau européen, sans oublier les aides étatiques et notamment les différents crédits d'impôts qui existent, comme faire le point sur les exonérations de cotisations sociales (ex-CICE). Aujourd'hui, ce sont environ 240 milliards d'euros qui échappent à toute évaluation et à tout contrôle. L'utilisation de cet argent public doit être questionnée au regard de son efficacité en termes notamment d'emplois. À l'heure où la chasse à la dépense publique règne, il n'est pas acceptable de signer ainsi des chèques en blanc à des grands groupes. Nous souhaitons donc pouvoir mettre en lumière les stratégies financières et non industrielles et poser la question de la conditionnalité des aides publiques, leur contrôle, mais aussi poser la question de la sanction.

Cette commission d'enquête viendra en complément de la bataille menée par le Parti sur l'industrie, l'emploi et les services publics.

La conférence des présidents du Sénat se réunira le 18 décembre pour valider notre proposition, et nous devrions pouvoir commencer nos travaux début janvier. ✪

**Fabien Gay**



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION :  
Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Face à la casse méthodique du système de santé publique,

# les médecins cubains plus que jamais !

La diminution drastique des formations de médecins provoque un manque de généralistes et la fermeture des urgences, de maternités du secteur public hospitalier. Une situation catastrophique qui produit une perte de chance pour les patient·es aux urgences. Les personnes âgées sont en première ligne, en témoigne le mur de la honte érigé par le syndicat CGT au CHU de Brest. C'est le résultat de la politique des gouvernements successifs de droite et socialistes dans l'acceptation des objectifs du patronat de détricoter « méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance » dont la Sécurité Sociale<sup>1</sup>. Parallèlement, sont développées la télémédecine, les pratiques avancées d'infirmier·es – durée de formation cinq ans au lieu d'une dizaine d'années pour un médecin – pour réduire le temps d'intervention présentiel du médecin. Les « capacités d'accueil » remplacent la « suppression » du numérus clausus. Fixées par les universités et les ARS, elles n'affectent pas la trajectoire de la baisse du nombre de formations.

Alors, faut-il rester dans l'expectative du grand soir ou des échéances électorales ?

Face à ce mur, l'Atelier citoyen santé PCF Bretagne est à l'origine de la création de « *Initiative urgence Armor santé Yec'hde Mat !*<sup>2</sup> », pour permettre l'émergence d'alternatives immédiates et pérennes. Une forme d'organisation souple sans président·e qui s'appuie sur la force du travail col-

lectif, chacun gardant son expression propre. Ainsi récemment, à la fête de l'Humanité Bretagne, l'Atelier a organisé un débat avec Jean-Luc Mélestras (Thales), Gaël Roblin et Jean-Marc Durand (financement de la Sécurité sociale, la dette avec les propositions que porte le PCF).

## S'engager sur les chemins des possibles

D'autres exemples de collectif élargi existent, comme celui impulsé par la CGT à Thales qui a perm, le 12 juillet 2023, d'inaugurer le premier accélérateur industriel d'imagerie médical à décliner, aux États-Unis : « Regroupement des hôpitaux pour maîtriser les prix des médicaments, au Brésil pour copier les médicaments contre le VIH/sida, etc. »

L'idée des médecins cubains constitue le socle de réflexions et d'actions. Le Sénat l'avait adoptée par un amendement en 2020 pour leur donner le droit d'exercer à la Martinique, ce qui permettrait pendant la durée de l'accord d'augmenter le nombre de formations médicales dans les universités de Rennes et de Brest. En dehors des Praticiens à diplôme hors Union européenne, il n'existe aucune autre alternative !



En attendant d'obtenir l'autorisation, les actions se poursuivent avec les arrêtés pris par les maires : lancement des Cahiers de doléances en direction de la population. C'est à la fois une réponse au préfet qui considère qu'il n'y a pas de problème en permettant à la population de témoigner des difficultés et d'être actif en préparant la manifestation du samedi 1<sup>er</sup> février où seront remis les Cahiers de doléances au préfet.✪

**Christiane Caro**

animatrice de l'Atelier citoyen santé Bretagne PCF

1. Denis Kessler.

2. *Communistes*, n°999, 5/6/2024.

# Logement étudiant

**Parrainé par Pierre Ouzoulias, l'Union des étudiantes et étudiants communistes organisait lundi un colloque sur la thématique de la crise du logement.**

En France, les 3 millions d'étudiants dont 720 000 étudiants boursiers doivent se partager les 380 000 places en résidence universitaire. Plus tard, les jeunes travailleurs peinent aussi à se loger décemment lorsque le premier contrat stable est obtenu à 27 ans. Le logement est donc une des préoccupations majeures des jeunes. Malgré des premières avancées, les politiques publiques peinent à trouver des réponses à la hauteur des besoins. Le logement n'est pourtant pas simplement une question de «toit sur la tête». Elle revêt une dimension sociale, environnementale et économique majeure.

Comment conjuguer besoins sociaux et capacité de l'État à y répondre dans une période de restriction budgétaire ? Durant une après-midi, professionnel·les du logement et acteurs politiques réfléchiront ensemble à des solutions face à la pénurie.

**La première table ronde a réuni autour du sujet : « Comment répondre à la crise du logement »**

Jacques Baudrier (adjoint au logement à la Mairie de Paris) ; Thierry de Monterno (directeur d'exploitation d'Héneo) ; Maëlle Nizan (présidente de la FAGE).

Chacune et chacun a pu aborder différents aspects de la crise du logement. D'abord, les difficultés à construire et obtenir du foncier pour les cités universitaires. Puis les conséquences sur les étudiants. Il a aussi été question des difficultés financières rencontrées par le CROUS. Par la suite, l'occasion a été saisie pour aborder les solutions à travers notamment une politique volontariste des collectivités territoriales pour construire plus de logements. Tout en pensant à l'aménagement du territoire, qui doit aller de pair afin de garantir aux étudiantes et étudiants un accès aux services du quotidien.

**Dans la seconde table ronde, la thématique a été élargie aux politiques publiques du logement :**



**« Comment penser le service public du logement ? »**

Avec : Aurélie Billaud (directrice territoriale de l'Association pour le logement des jeunes travailleurs) ; Léna Raud (Union des étudiant·e·s communistes) ; Tommy Veyrat (directeur de l'URHAJ Île-de-France).

Les échanges se sont portés sur une vision plus globale du logement. Afin de construire un logement qui va au-delà du "toit sur la tête". Dans un retour d'expérience, Aurélie Billaud a pu présenter la vision des foyers de jeunes travailleurs comme vecteurs d'insertion sociale. Afin de lutter contre l'isolement et l'ensemble des difficultés rencontrées par les jeunes, l'ALJT travaille à permettre aux locataires un accompagnement par des assistants sociaux et d'autres services nécessaires.

Afin de grossir encore la loupe, il a pu être évoqué les différents enjeux du logement : enjeu économique, enjeu social, enjeu écologique.

Ces trois enjeux sont fondamentaux pour penser une politique publique du logement en adéquation avec une politique économique planifiée et un enseignement supérieur tourné vers l'avenir.★

**Léna Raud**



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

**PCF SOUSCRIPTION (cliquez)**

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.*

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## France-Afrique

# La fin d'une ère

**A**près plus d'un siècle de présence, la demande de départ des militaires français du Sénégal marque un tournant historique majeur. Cette décision, qui coïncide avec la dénonciation par le Tchad de l'accord de défense le liant à la France, représente un camouflet sévère pour Emmanuel Macron. Cependant, elle s'inscrit dans un processus plus profond et ancien, amorcé à la fin de la Guerre froide en 1989. À cette époque, bien que l'ordre mondial soit en mutation, Paris parvenait encore à maintenir une influence significative sur ses anciennes colonies.

Les interventions militaires en Côte-d'Ivoire (2010-2011), en Libye (2011) et au Mali (2013) ont renforcé l'illusion que la France pouvait encore jouer un rôle de stabilisateur régional. Mais ces actions, présentées comme des réussites, n'étaient en réalité que le chant du cygne d'un système néocolonial en déclin. Derrière leur apparente efficacité, elles ont contribué à renforcer les ressentiments locaux, nourrissant un rejet croissant de la présence française, perçue comme paternaliste et intrusive. Ce rejet a précipité une remise en question profonde de la relation France-Afrique.

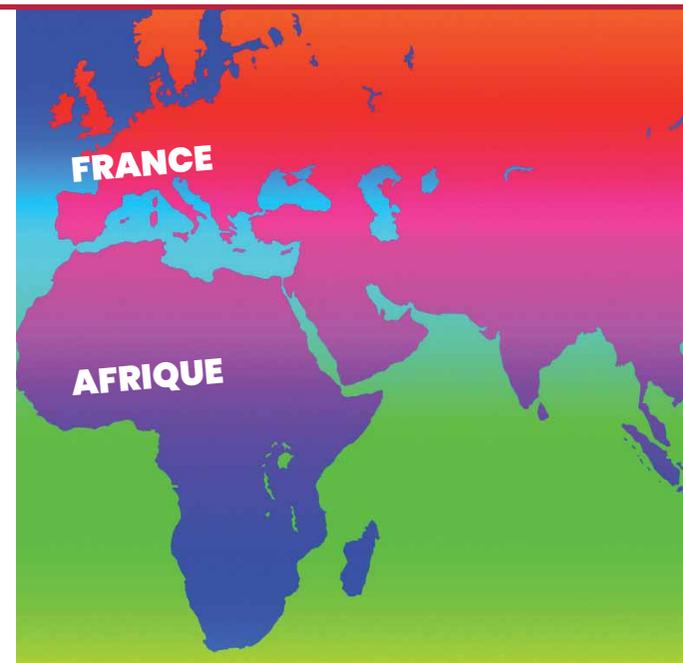
Après l'expulsion des troupes françaises du Mali en 2022, suivie du Burkina Faso et du Niger en 2023, la

réduction de l'influence militaire française devient un symbole de rupture avec l'ordre hérité de la colonisation. Désormais, le Sénégal et le Tchad rejoignent ce mouvement de rejet. Comme le président sénégalais l'a affirmé : « Pourquoi faudrait-il des soldats français au Sénégal ? Cela ne correspond pas à notre conception de la souveraineté et de l'indépendance. » Ces propos traduisent l'ampleur d'un tournant historique, marqué par une aspiration irréversible des nations africaines à réaffirmer leur autonomie.

Ce contexte contraste avec les événements d'il y a une quinzaine d'années, lorsque Nicolas Sarkozy, alors président français, avait répondu par un silence méprisant à la demande du président ivoirien Laurent Gbagbo de retirer la force Licorne.

### L'effondrement d'un système néocolonial

Depuis les indépendances, la France avait maintenu une influence forte en Afrique à travers des accords militaires, le franc CFA et une mainmise sur les élites politiques. Ce modèle de domination, souvent qualifié de « Françafrique », est aujourd'hui en lambeaux. Les expulsions successives de ses bases militaires symbolisent l'effondrement de la Pax Gal-



lica. L'opération Barkhane, fleuron de la politique sécuritaire française au Sahel, s'est révélée incapable de contrer l'instabilité croissante, aggravant même parfois la perception d'une armée d'occupation.

Sur le plan économique, la dépendance au franc CFA, monnaie perçue comme un outil de contrôle monétaire, alimente depuis longtemps le ressentiment. Les réformes symboliques annoncées par Macron, loin de répondre aux aspirations des populations, n'ont fait qu'amplifier les critiques. La jeunesse africaine, en particulier, réclame une autonomie monétaire et économique, dénonçant une économie extravertie qui freine le développement durable.

### Une Afrique par elle-même et pour elle-même

Le rejet de l'influence française s'inscrit dans un contexte plus large de transformations profondes

sur le continent. L'Afrique d'aujourd'hui, forte de sa jeunesse et de ses élites émergentes, refuse le statu quo. Avec une population majoritairement âgée de moins de 25 ans, le continent regorge d'une énergie nouvelle portée par des aspirations panafricaines, souverainistes et progressistes. Ces jeunes, éduqués, connectés et souvent polyglottes, ne voient plus l'avenir de leur continent dans des relations héritées de la colonisation, mais dans un projet pensé par et pour les Africains.

Cette révolution générationnelle s'accompagne d'un renouvellement des élites politiques et économiques. Une nouvelle classe dirigeante, consciente des défis globaux et des opportunités offertes par un monde multipolaire, émerge dans des pays comme le Ghana, la Tanzanie, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Ces dirigeants prônent une Afrique autonome, affranchie de tutelles étrangères, et tournée vers des partenariats équilibrés avec des puissances comme la Chine, la Russie, la Turquie ou encore les États-Unis.

L'Afrique se rêve désormais en acteur majeur de la scène internationale, investissant dans ses propres ressources humaines, naturelles et économiques. La renaissance de discours souverainistes, combinée à une mobilisation sociale sans précédent, traduit cette volonté de s'affranchir des relations asymétriques du passé.

### **La montée des alternatives**

Face au déclin de l'influence française, les États africains diversifient leurs alliances géopolitiques. La Russie, la Chine, la Turquie et même les pays du Golfe jouent désormais un rôle clé sur le continent. La Russie a su exploiter le sentiment anti-politique



de puissance de la France au Mali et en Centrafrique en proposant une coopération militaire perçue comme moins intrusive. De son côté, la Chine offre un partenariat axé sur le développement des infrastructures, séduisant les gouvernements en quête de résultats tangibles.

Cette réorientation traduit une aspiration profonde des Africains : une souveraineté totale sur leurs choix politiques et économiques. Cette quête d'indépendance, portée par une jeunesse mobilisée, s'impose comme le moteur d'une « deuxième indépendance », où les anciennes puissances coloniales sont invitées à repenser leur rôle.

Pour la France, l'heure n'est plus à la demi-mesure. La succession de revers militaires et économiques doit inciter à un changement profond. Il s'agit de passer d'une logique de domination héritée du passé à un partenariat basé sur le respect mutuel

et les bénéfiques réciproques. Les coups portés à la Françafrique sont douloureux pour Paris, mais ils offrent une opportunité unique de refonder les relations avec un continent stratégique.

L'avenir de l'Afrique appartient d'abord aux Africains. À la France de choisir si elle veut être une partenaire de ce renouveau ou rester spectatrice d'une transformation qui redessine l'ordre géopolitique mondial. La page se tourne, et une ère incertaine mais prometteuse s'ouvre. Les communistes, convaincus de la nécessité d'une coopération juste et égalitaire, ne ménageront aucun effort pour promouvoir ce changement radical. Ils continueront à soutenir les forces progressistes des deux rives, dans la construction d'un partenariat respectueux et mutuellement bénéfique. 🇫🇷

**Félix Atchadé**

responsable du collectif Afrique